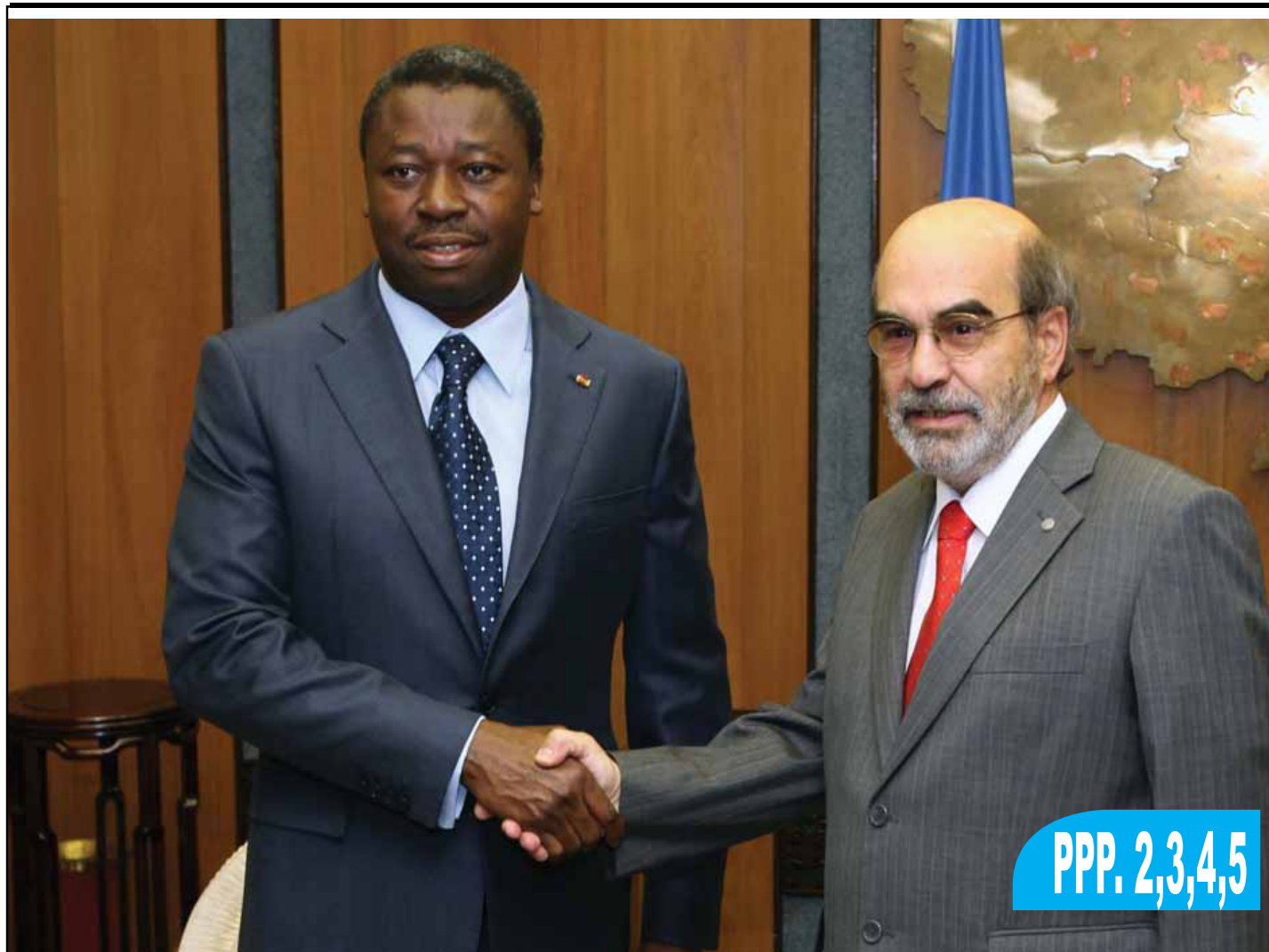




N°0089 | du 19 Juin au 03 Juillet 2013

38^{ème} conférence de la FAO à Rome (Italie) : Le Togo récompensé pour ses progrès dans la lutte contre la faim



POLITIQUE

P.5

**Législatives 2013:
Vers un remodelage
du paysage
politique togolais**

INVITÉ SPÉCIAL

P.6



**Edem Kodjo,
président de
la Fondation
PAX
AFRICANA**

Eco / SOCIAL

P.7

**Enfants handicapés dans
la Kozah
Eduquer pour vaincre
la discrimination et
la stigmatisation**

**Contre la
contrefaçon et
la contrebande des
produits Vlisco
Vlisco African Company
et les Douanes togolaises
signent une convention
de collaboration**

P.11

Objectif: 0% de faim sur la planète



moovinternet

Sur votre téléphone ou par clé USB,
choisissez entre nos 5 forfaits, pour
rester toujours connecté !

- 1) Forfait Mini à 1 000 F : 50 Mo
- 2) Forfait Eco à 4 000 F : 250 Mo
- 3) Forfait Classique à 10 000 F : 1 Go
- 4) Forfait Intense à 15 000 F : 3 Go



groupe
etisalat

✎ Kokouvi Ekpé AGBOH AHOUELETE

L'ANC PREND (ENFIN ?) SES RESPONSABILITES

C'est plutôt une bonne nouvelle pour tous ceux qui prônent une démocratie apaisée et croient en la vertu des urnes, plutôt qu'à l'aventure insurrectionnelle ou l'aléatoire politique de la rue : l'ANC (Alliance Nationale pour le Changement) devrait participer aux prochaines élections législatives.

En effet, à moins d'un revirement toujours possible avec une formation traversée par des courants contradictoires et soudée uniquement par la détestation du pouvoir en place, le parti de Jean-Pierre FABRE sera bel et bien dans les starting-blocks pour participer au scrutin. Exit donc les revendications sur le départ sans conditions de Faure Gnassingbé, les discours enflammés proclamant « pas de dialogue, pas d'élections » ou encore les engagements publics d'empêcher la consultation électorale.

La raison, la logique et surtout les calculs politiques élémentaires ont finalement eu raison d'une posture improductive qui devenait surtout intenable. Ce revirement a été facilité par la mémoire courte de l'opinion, très conciliante et tolérante envers des leaders à qui elle ne demande presque jamais des comptes même lorsqu'ils se dédisent.

Si tout observateur peut relever le manque de cohérence dans la stratégie jusque-là adoptée qui conduit inévitablement ce parti vers des élections dans une impréparation totale avec des signaux contradictoires envers ses électeurs, il est cependant inutile d'alourdir une barque déjà chargée. Car le plus intéressant, peu importe si les événements lui ont un tantinet forcé la main, est que l'ANC ait fait le choix de la participation. Une option somme toute responsable dont elle tirera le plus grand profit, à condition que désormais elle assume et joue pleinement son rôle d'organisation politique, s'inscrivant dans une démarche institutionnelle, laissant les incantations et les positions extrémistes aux marginaux de la scène politique.

Car son avenir sera celui qu'elle aura construit, pas à pas, sur le terrain avec une présence dans toutes les institutions que peut lui offrir le suffrage universel. Il ne s'agit pas de dire parce que l'option participationniste a prévalu que disparaîtront les pratiques dénoncées parfois à juste titre ; ni que la route de l'alternance s'en trouve désormais toute balisée. Mais simplement de saluer cet acte des anciens amis de Gilchrist OLYMPIO comme une décision pertinente, celle de faire la politique, toute la politique, rien que la politique. Et de les inviter à incarner irrévocablement cette ligne.

Si l'engagement public avait le cours d'un long fleuve tranquille, surtout dans les pays en apprentissage des pratiques démocratiques comme le nôtre, cela se saurait. Il ne peut donc y avoir place pour l'improvisation et le radicalisme pour le radicalisme, le populisme et la rue comme source d'inspiration des stratégies à mettre en œuvre. Avec des listes ANC aux élections, c'est par ailleurs la démonstration que le parti s'est affranchi des diktats d'alliés qui ne lui voulaient pas tous que du bien. Il était temps !

✎ Jean-Paul AGBOH

38^{ème} conférence de la FAO à Rome (Italie) : Le Togo récompensé pour ses progrès dans la lutte contre la faim

Objectif: 0% de faim sur la planète.

La 38^{ème} session de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) s'est ouverte le 15 juin dernier à Rome (Italie) et devrait durer jusqu'au 22. Au menu des discussions, la lutte contre la faim et la sécurité alimentaire. Pour les participants au nombre desquels plusieurs Chefs d'Etat dont Faure GNASSINGBE, il s'agit de débattre des nouvelles formules et des moyens nécessaires pour endiguer la pandémie de la famine qui ronge la planète. Au deuxième jour des travaux, le Togo a été primé pour ses progrès réalisés dans ce sens.

Comme tous les deux ans, les représentants des Etats membres de la FAO sont réunis à Rome pour examiner les questions de gouvernance mondiale et les cadres internationaux, ainsi que pour évaluer les travaux accomplis et approuver le budget de l'exercice à venir.

A l'ordre du jour de cette session, des nominations et élections dans les instances dirigeantes de l'organisation et des comités techniques, ainsi que l'admission de nouveaux membres. Mais surtout des questions de fond et de politique générale avec l'examen de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Les conférenciers auront à connaître des questions de politique et de réglementations mondiales et régionales découlant de plusieurs rapports de différentes zones, notamment le Rapport de la 31^{ème} Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, celui de la 32^{ème} Conférence régionale pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, de la 28^{ème} Conférence régionale pour l'Europe, de la 27^{ème} pour l'Afrique ou encore de la 31^{ème} pour le Proche Orient.

Plusieurs autres questions de fond ont été également inscrites, portant entre autres sur la politique de la FAO en faveur de la parité hommes-femmes et du Plan d'Action des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, sur le Code International pour la distribution et l'utilisation des pesticides.

Dès l'ouverture des travaux, le Directeur général de l'institution, le Brésilien Dr. Jose Da Silva GRAZIANO a rappelé le mandat de l'institution qu'il dirige ainsi que la vision qui l'anime qui est un monde libéré de la faim et de la malnutrition. Il a soutenu que la FAO reste aux avant-postes de cette lutte, à la fois contribuant à l'objectif d'éradication de la faim et surveil-



Les Chefs d'Etat en séance plénière

lant les progrès accomplis dans la réalisation des deux buts.

FAURE GNASSINGBE S'ENGAGE :

Dans l'allocution qu'il a prononcée à la tribune le 17 juin, Faure GNASSINGBE a félicité l'Organisation pour la qualité de l'accueil réservé aux délégations et remercié la FAO pour son soutien aux efforts réalisés. « La lutte contre la faim n'est pas une bataille perdue d'avance » a-t-il martelé, invitant les différents pays à tirer les leçons des expériences respectives et à s'inspirer des valeurs et actions développées avec succès par les uns et les autres. Revenant sur le prix attribué au Togo, il a souligné que c'est un encouragement et une reconnaissance des progrès accomplis, tout en insistant sur le fait que l'objectif ne doit pas être perdu de vue : celui de 0% de faim sur la planète.

Reconnaissant la FAO comme la pierre angulaire de la lutte contre la faim, il a insisté auprès des autres pays pour que ses moyens soient renforcés afin que celle-ci assume pleinement son rôle. Il s'est engagé au nom du Togo à honorer sa part dans le financement de l'Organisa-

tion. Par ailleurs, le Président togolais a confirmé sa participation à la réunion de haut niveau qu'organisent la FAO, l'Institut Lula et l'Union africaine sur les «Nouvelles approches unifiées pour mettre un terme à la faim en Afrique », les 30 juin et 1er juillet à Addis-Abeba, en Éthiopie.

LE TOGO PRIME :

En 2000, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, 189 nations ont pris l'engagement d'affranchir leur population de multiples privations, reconnaissant que tout individu avait droit à la dignité, à la liberté, à l'égalité et à un niveau de vie minimum, propre à lui épargner la faim et la violence, et à encourager la tolérance et la solidarité. Cet engagement s'est traduit par la formulation des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), qui sont ensuite devenus opérationnels par la fixation des cibles à atteindre en 2015 au plus tard et par la sélection d'indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis. L'OMD 1 exprime le vœu d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim.

Depuis 1999, l'Organisation établit et publie, pour presque tous les pays du monde, des

estimations de la prévalence de la sous-alimentation et du nombre de personnes sous-alimentées. La prévalence de la sous-alimentation mesure la proportion de la population d'un pays ayant un risque élevé d'apport énergétique insuffisant, calculée en moyenne sur une période de trois ans. La prévalence estimée est ensuite multipliée par la population résidente, afin d'obtenir une estimation du nombre de personnes ayant une forte probabilité de souffrir de faim chronique.

Au deuxième jour de la Conférence, la FAO a célébré les victoires contre la faim et saluer, par la remise d'un diplôme, les pays qui ont accompli des progrès exceptionnels pour améliorer la sécurité alimentaire de leurs habitants. Un événement spécial, sur le thème « Saluer les progrès exceptionnels réalisés dans la lutte contre la faim » a été organisé dans l'après-midi du 16 juin dans le prestigieux cadre du Viale de Termini di Caracalla, siège de l'institution. Parmi les pays honorés, le Togo qui a ainsi vu ses efforts en faveur de l'alimentation et de la lutte contre la faim reconnus et salués (Lire par ailleurs.)

Faure GNASSINGBE dédie le prix attribué au Togo aux producteurs et aux agriculteurs

En marge de la 38^e session de la Conférence de la FAO, le TOGO a été primé pour avoir réalisé avant même l'échéance de 2015, les objectifs fixés à l'échelle internationale pour éradiquer la faim. Ce qui est récompensé, ce sont les progrès réalisés ayant permis au pays d'atteindre la cible 1. C des Objectifs du Millénaire pour le Développement, en réduisant d'au moins 50% la prévalence de la sous-alimentation par rapport au niveau de 1990/1992.

Ce résultat a été établi sur la base des estimations de la FAO concernant la prévalence de la sous-alimentation et du nombre de personnes sous-alimentées publiées dans le rapport 2012 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, ainsi que sur d'autres informations qui n'étaient pas encore disponibles au moment de la publication dudit rapport.

Recevant le certificat établi à cet honneur, Faure GNASSINGBE a souligné que la reconnaissance qui est faite au Togo pour avoir réalisé des progrès dans l'éradication de la faim et l'atteinte de l'Objectif N.1 du Millénaire pour le Développement, encouragera les pays africains à créer davantage de programmes

visant à réduire l'insécurité alimentaire. Il a rappelé que le Togo qui a traversé une crise profonde jusqu'en 2005, est dans une nouvelle dynamique et a élaboré, avec le soutien de la FAO, de nouvelles stratégies qui sont mises en œuvre pour lutter contre la faim et la malnutrition.

Il également relevé l'expérience brésilienne comme « une révolution verte » dont devraient s'inspirer les nations en voie de développement pour nourrir totalement et efficacement leurs populations.

Le Président de la République a remercié la FAO pour des années de soutien à l'agriculture, domaine crucial pour les pays africains qui comptent



Faure Gnassingbe recevant le prix des mains du DG de la FAO

l'Organisation parmi les principales institutions d'envergure mondiale pour le continent. Le président du Togo a également mis l'accent sur le rôle crucial

de la FAO pour le renforcement des capacités et l'accès au marché des petits producteurs, ainsi que pour le suivi de la volatilité des prix. C'est à ceux-ci ainsi

qu'aux agriculteurs qu'il a dédié le prix remis au Togo.

PLUSIEURS AUTRES PAYS MIS A L'HONNEUR:

Outre le Togo, plusieurs autres pays ont été honorés le 16 juin dernier à Rome. 18 pays se sont vu décerner un diplôme reconnaissant qu'ils ont atteint, de manière anticipée, tant le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1) - consistant à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim d'ici 2015 - que l'objectif plus ambitieux fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation, consistant à abaisser de moitié le nombre absolu de personnes sous-alimentées d'ici 2015. Il s'agit de: Arménie, Azerbaïdjan, Cuba, Djibouti, Géorgie, Ghana, Guyana, Koweït, Kirghizstan, Nicaragua, Pérou, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Thaïlande, Turkménistan, Venezuela et Viet Nam.

Dix-neuf pays (en plus du Togo) ont quant à eux reçu un di-



Vue partielle de l'assistance lors de la 38^e session de la Conférence de la FAO

plôme reconnaissant qu'ils ont atteint l'OMD 1 uniquement. Il s'agit des pays suivants: Algérie, Angola, Bangladesh, Bénin, Brésil, Cambodge, Cameroun, Chili, Fidji, Honduras,

Indonésie, Jordanie, Malawi, Maldives, Niger, Nigéria, Panama, République dominicaine et Uruguay.

Dans les deux cas, ces recon-

naissances se basent sur la réduction de la faim obtenue entre 1990-1992 et 2010-2012.

En outre, 8 autres pays sont en bonne voie d'atteindre l'OMD

1: Bahamas, Chine, Éthiopie, Gabon, Îles Salomon, Rwanda, Tchad et Vanuatu.

Aux côtés de Faure GNASSINGBE, Un grand nombre de représentants des États membres de la FAO ont assisté à la cérémonie: M. Boni Yayi, Président de la République du Bénin; M. Mikheil Saakashvili, de Géorgie; M. Porfirio Lobo Sosa de la République du Honduras; M. Ricardo Martinelli, du Panama; M. Nicolás Maduro Moros, de la République bolivarienne du Venezuela; M. Samuel A.A. Hinds, Premier ministre de la République de Guyana, M. Ralph Gonzales, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines; M. Gabriel Arcanjo Ferreira da Costa, Premier ministre de la République de Sao Tomé-et-Principe.

Entretiens bilatéraux pendant le séjour romain de Faure GNASSINGBE:

Arrivé le samedi 15 juin dans la capitale italienne dans le cadre de la conférence annuelle de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Chef de l'Etat togolais a rencontré le lendemain le Directeur général de l'institution José da Silva Graziano, peu avant de recevoir le certificat délivré au Togo pour ses progrès réalisés dans la lutte contre la faim.

Les deux hommes ont abordé la question de l'agriculture, au centre de la stratégie de développement mise en œuvre par le gouvernement togolais et le nouveau Cadre de Programmation par Pays (CPP-Togo) pour la période 2013-2017 destiné à accompagner le gouvernement dans les secteurs prioritaires de l'agriculture, du développement à la base, de l'environnement, des ressources forestières ou encore de la sécurité alimentaire, et validé quelques jours auparavant. Le N° 1 togolais a remercié son hôte pour les soutiens de son organisation à notre pays avant de recevoir à son tour les félicitations relativement au prix décerné au Togo.

Au cours de cet entretien qui s'est déroulé au siège de la FAO, Faure

Gnassingbé était accompagné de plusieurs membres de sa délégation, notamment les Ministre d'Etat Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, monsieur Elliot OHIN, de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le Colonel Ouro Koura AGADADZI, de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, monsieur Mawussi Djossou SEMODJI et du Conseiller Principal, chargé des questions diplomatiques et de coopération, monsieur Kofi ESAW.

Dans la soirée, il a accordé une audience au nouveau secrétaire d'Etat italien aux Affaires étrangères, Mario Giro, également responsable des Relations Internationales de la Communauté de Sant'Egidio, connue



Rencontre d'échange entre Faure Gnassingbé et le DG de la FAO

au Togo pour avoir surtout œuvré à l'apaisement politique entre l'UFC et le RPT, avant même le décès du général Gnassingbé Eyadéma.

A l'issue de l'entretien, monsieur GIRO a confié à la presse avoir parlé avec le Président de la République des relations politiques et économiques entre l'Italie et le Togo et de leur ave-

nir ; mais également avoir évoqué la situation dans la sous-région qui est actuellement très complexe. Selon lui, le Togo peut jouer un rôle important compte tenu du fait qu'il siège au Conseil de sécurité de l'ONU et qu'il préside l'UEMOA. Il a indiqué que des questions économiques ont été également au menu des discus-

sions ; l'Afrique offrant actuellement beaucoup d'opportunités du fait de la croissance qu'elle connaît.

Les deux hommes ont par ailleurs abordé les prochaines élections législatives que monsieur Giro a souhaitées pacifiques et démocratiques ; relevant au passage les nombreux progrès politiques et économiques du Togo et manifestant la disponibilité de sa communauté à l'accompagner.

Le lundi 17, après son allocution à la tribune de la FAO, Faure Gnassingbé s'est rendu au siège du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour des échanges avec son Président, le Nigérien Félix Kanayo Nwanze. Il a été question de l'ambitieux programme agricole mené par le Togo et de l'aide de la FIDA qui est avec la Banque Mondiale, le principal bailleur du secteur au Togo.

La journée s'est conclue au siège du Programme Alimentaire Mondial par une rencontre avec sa Présidente, Mme Ertharin COUSIN.

Focus sur la FAO: Repères

✎ Jean-Paul AGBOH

1943: Quarante-quatre chefs de gouvernements, réunis à Hot Springs, Virginie (Etats-Unis), s'engagent à fonder une organisation permanente pour l'alimentation et l'agriculture.

1945: La première session de la Conférence de la FAO à Québec (Canada) porte à la création de la FAO comme organisme spécialisé des Nations Unies.

1951: La FAO transfère son siège de Washington D.C. (Etats-Unis) à Rome (Italie).

1960: Une campagne contre la faim est lancée pour mobiliser un soutien non gouvernemental

1962: La Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius est créée pour définir des normes alimentaires internationales.

1974: A Rome, la Conférence mondiale de l'alimentation recommande l'adoption d'un Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale.

1976: Le Programme de coopération technique de la FAO est créé pour permettre une plus grande souplesse d'intervention dans les situations d'urgence.

1978: Le huitième Congrès forestier mondial, organisé à Djakarta (Indonésie) et ayant pour thème «Les forêts pour l'homme», a un impact profond sur les attitudes vis-à-vis de l'aménagement forestier et les travaux de la FAO dans ce secteur.

1980: La FAO conclut 56 accords pour la nomination de ses Représentants dans les pays membres en développement.

1981: Le 16 octobre, 150 pays cé-

lèbrent la première Journée mondiale de l'alimentation.

1986: AGROSTAT (à présent FAOSTAT), la source d'informations et de statistiques agricoles la plus complète du monde, entre en activité.

1994: La FAO lance le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) intéressant les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

Elle crée le Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES), venant renforcer la contribution de l'Organisation à la prévention, à la lutte et, si possible, à l'éradication des maladies et des ravageurs. Dans le but de décentraliser ses opérations, rationaliser ses procédures et abaisser les coûts, la FAO entreprend la restructuration la plus importante depuis sa création.

1995: La FAO célèbre son 50ème anniversaire.

1996: Au mois de novembre, la FAO accueille 186 Chefs d'Etat et de Gouvernement et autres personnalités de haut rang au Sommet mondial de l'alimentation pour affronter le problème de la faim dans le monde.

2000: A la demande du Secrétaire général de l'ONU, la FAO met au point une stratégie d'action concertée entre gouvernements et organismes des Nations Unies pour lutter contre la faim chronique dans la Corne de l'Afrique.

2001: La Conférence de la FAO adopte le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, juridi-



quement contraignant. Ce traité soutient les travaux des sélectionneurs et des agriculteurs dans le monde entier.

2002: Le Sommet mondial de l'alimentation, cinq ans après, auquel ont participé des délégations de 179 pays plus la Commission européenne, réaffirme l'engagement de la communauté internationale de réduire de moitié la faim dans le monde d'ici à 2015.

2004: La FAO annonce l'entrée en vigueur du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, un accord ayant force exécutoire qui encourage l'agriculture durable par le partage équitable du matériel génétique et de ses avantages parmi les sélectionneurs, les agriculteurs et les institutions de recherche publiques et privées.

2005: Le 60ème anniversaire de la fondation de la FAO célébré au cours d'une cérémonie solennelle en présence de Chefs d'Etat et de Gouvernement, Ministres et autres dignitaires de toutes les régions du monde. Le Directeur général Jacques Diouf réélu pour un troisième man-

dat de six ans. La Conférence de la FAO approuve des réformes supplémentaires, y compris une nouvelle décentralisation du personnel.

2006: La FAO inaugure son Centre de gestion des crises doté de technologies de

pointe afin de lutter contre la grippe aviaire et autres situations d'urgence en matière de santé animale ou de sécurité sanitaire des aliments. Le service suit de près les foyers de maladies et est en mesure de détacher dans les 48 heures des experts dans les points chauds du monde. À la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural au Brésil, les représentants de 96 États membres de la FAO font une déclaration commune reconnaissant le rôle de la réforme agraire et du développement rural pour le développement durable.

2009: La FAO organise un Sommet mondial sur la sécurité alimentaire du 16 au 18 novembre afin d'imprimer un nouvel élan d'urgence à la lutte contre la faim. Soixante Chefs d'Etat et de Gouvernement et 192 ministres adoptent à l'unanimité une déclaration réitérant leur engagement à éradiquer au plus tôt la faim dans le monde.

2011: Dans le cadre d'une victoire historique de la science vétérinaire, la FAO et l'OIE ont annoncé que grâce à des décennies de coopération internationale, la peste bovine, mala-

die mortelle du bétail, a été éradiquée à l'état sauvage. En juillet, la FAO a proclamé l'état de famine dans deux régions de la Somalie et lancé un appel pour 120 millions de dollars US. pour faire face à la sécheresse dans toute la Corne de l'Afrique. Les Etats membres de la FAO ont élu le Brésilien José Graziano da Silva au poste de Directeur général à compter de janvier 2012.

2012: Le 11 mai 2012, une décision historique du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ratifie les nouvelles Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers, des pêches et des forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. La FAO a lancé une grande campagne de mobilisation de fonds dans le but d'obtenir 20 millions de dollars pour opérationnaliser les directives visant à aider les gouvernements à protéger les droits des personnes à posséder ou à accéder à la terre, aux forêts et aux pêches. Pour l'Année internationale des coopératives 2012, la FAO a pris l'initiative, en partenariat avec le PAM et le FIDA, de mettre l'accent sur l'amélioration des conditions de vie de millions de petits exploitants et de leur famille.

OBJECTIFS :

Eradiquer faim, insécurité alimentaire et malnutrition / Intensifier et améliorer durablement l'agriculture/ Garantir des systèmes agricoles et alimentaires plus efficaces/Protéger les moyens d'existence face aux catastrophes.

Législatives 2013 :

Vers un remodelage du paysage politique togolais

Ayi d'Almeida

Avec la participation annoncée de toutes les forces politiques importantes du pays, les prochaines élections législatives dont la date pourrait être légèrement modifiée, vont assurément remodeler le paysage politique togolais. Les grands perdants devront être les partis historiques de l'opposition, notamment l'UFC (Union des Forces de Changement) avec l'installation probable de l'ANC comme principal parti d'opposition ; la division de cette opposition lui offrant peu de chances de victoire.

Ainsi donc une ultime rencontre entre des représentants de l'opposition (Me Dodji Apévon pour le CAR, Edem Atandji pour l'ANC, Agbéyomé Kodjo pour OBUTS et Brigitte Adjmagbo-Johnson pour la CDDPA) et ceux du pouvoir

aurait décidé les formations politiques encore hésitantes à participer aux élections. Des concessions relatives à la prorogation de la date limite de dépôt des candidatures, le sort de certains détenus dans l'affaire des incendies et suscep-



communes, la probabilité de voir l'opposition remporter ce scrutin est très faible. La majorité sortante, quoique secouée par des conflits internes devrait en sortir victorieuse. Reste à déterminer l'étendue de cette victoire.

C'est l'ANC qui devrait devenir le principal parti d'opposition à la place de l'UFC qui sera la grande perdante. La région maritime qui fournit habituellement le grand cortège de suffrages à l'opposition votera très largement pour le parti de Jean- Pierre FABRE qui pourra espérer plus de la moitié des sièges du Grand Lomé, ceux d'Aného, de Tsévié, et une partie de Vogan etc... Idem pour les Plateaux. L'UFC va certainement perdre ses bastions, débordé par l'ANC qui a récupéré son fonds de commerce.

Les autres formations connaîtront des élections difficiles. La prochaine assemblée sera donc, sauf surprise, essentiellement bicolore.

TOGO, MEMBRE DE LA FAO DEPUIS MAI 1960 :

Dans un entretien avec nos confrères de republicoftogo à l'occasion de la validation par le Togo du Cadre de Programmation par Pays (CPP-Togo) pour la période 2013-2017 destiné à accompagner le gouvernement dans les secteurs prioritaires de l'agriculture, du développement à la base, de l'environnement, des ressources forestières ou encore de la sécurité alimentaire, le représentant de la FAO au Togo, monsieur Antonio Isaac Monteiro a qualifié l'état des relations entre notre pays et son organisation comme étant au beau fixe. Les relations entre les deux partenaires sont vieilles. En effet, après l'adhésion du Togo à la FAO le 23 mai 1960, l'accord d'installation de la Représentation a été signé le 25 juin 1980 entre le gouvernement et la FAO, marquant ainsi la présence physique de la FAO au Togo. Dès 1960, la FAO a assisté le Togo dans le cadre de la réalisation de l'inventaire pédo- hydrologique dans les régions maritime et des savanes.

Au cours de la période 1980-2010, la Représentation de la FAO a mis en œuvre et/ou suivi des programmes ou projets couvrant tous les domaines liés à l'agriculture, la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Elle a également appuyé, à partir de 1990, la réforme structurelle du secteur agricole sur le plan institutionnel et de la participation des producteurs à la promotion des filières.

La FAO a par ailleurs appuyé le Togo dans l'élaboration du Programme National d'Investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire (PNIASA) ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets qui en découlent. Les activités étaient menées exclusivement sur la base des Plans de Travail Annuels (PTA) jusqu'en 2010, année au cours de laquelle la Représentation de la FAO au Togo a signé avec le Gouvernement, le Cadre National de Priorités à Moyen Terme (CNPMT) pour la période 2010- 2013.

tibles d'être candidats auraient pesé dans la balance. Cette version officielle ne masque pas cependant le fait que depuis quelques jours, pour ne pas donner l'impression de se dédire, l'opposition réclamait un dialogue « même si il est de quelques heures ».

Aujourd'hui, le mot d'ordre est au rassemblement des troupes. Les résultats à venir vont sans doute confirmer la bipolarisation de la vie politique togolaise, avec sans doute des acteurs différents. En effet, pour ne pas avoir réussi à s'entendre sur des candidatures

Vertu du citoyen

TISSIMI

A PARTIR DE QUAND UNE LOI EST-ELLE APPLICABLE ?

Une loi doit être dans un premier temps adoptée par l'Assemblée nationale sur proposition des députés ou sur proposition du Gouvernement. Elle est ensuite promulguée par le Président de la République. Aux termes de l'article 67 de la Constitution de la République Togolaise « le Président de la République promulgue les lois dans les quinze (15) jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée par l'Assemblée nationale ; pendant ce délai, il peut demander une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles, la demande doit être motivée. La nouvelle délibération ne peut être refusée »

Les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après la déclaration par la Cour constitutionnelle de leur conformité à la Constitution.

Un texte déclaré inconstitutionnel ne peut être promulgué. S'il a été déjà mis en application, il doit être retiré de l'ordonnancement juridique.

Une fois la loi promulguée, elle ne peut rentrer en vigueur c'est-à-dire devenir applicable obligatoirement à l'égard des citoyens qu'après sa publication au Journal Officiel.

De même un décret, quel que soit l'auteur dont il émane et un arrêté quel que soit son auteur, doivent être obligatoirement publiés au Journal officiel pour être opposables aux citoyens.

Une loi, un décret, un arrêté ne sont applicables qu'un jour franc après leur publication au Journal Officiel. Le jour franc signifie que le jour de la publication de la loi, du décret ou de l'arrêté ne compte pas.

Une disposition légale ne peut donc pas fonder une quelconque action ou octroyer un droit avant sa publication au Journal Officiel. Le Journal Officiel est publié chaque quinzaine c'est-à-dire le 1er et le 16 de chaque mois. Mais

en cas d'urgence, une procédure exceptionnelle permet une publication supplémentaire.

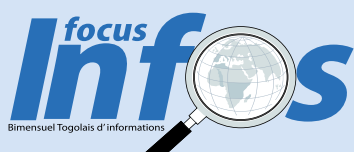
La date d'adoption, la date de promulgation et la date de publication de la loi ne sont souvent pas les mêmes. Mais il peut arriver que ces dates se confondent lorsque la loi fait l'objet d'une procédure d'urgence de sorte qu'elle est promulguée et publiée le jour même de son adoption.

Les autorités doivent toujours veiller à la publication des lois, des décrets, des arrêtés pour permettre leur application saine et rigoureuse.

La démocratie qui est qualifiée de « dictature de la loi », exige un respect scrupuleux des règles de promulgation des lois, décrets et arrêtés.

Tout citoyen (ceux qui occupent et exercent les charges publiques en premier lieu) doit se conformer à la loi, au décret ou à l'arrêté qu'il soit d'accord ou pas avec son contenu.

L'article 42 de la Constitution de la République Togolaise prescrit à chaque citoyen « le devoir sacré de respecter la constitution ainsi que les lois et règlements de la République ».



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé

Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

• Directeur de Publication

Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

• Rédaction

Lola AKOMATSRI : Rédactrice en chef

Franck NONNKPO : Secrétaire de rédaction

Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique

Ibrahim SEYDOU

Eric TCHALIM

• Collaboration

Spéro D

Martial B

Salomon WILSON

• Distribution

Komlanvi Delali AGBOH

• Maison du journalisme

Casier N°49

• Imprimerie

Imprimerie 1 Rois 17

BP. 8043 Lomé Togo

Tél. +228 9005 4237 / 9958 7773

• Conception

Focus Yakou Sarl

Tél: +228 2227 0777 / 2235 7766

Lomé Togo

• Tirage

2500 exemplaires

Invité Spécial : Edem Kodjo, Président de la Fondation PAX AFRICANA

✶ Sylvain da Silva

«Je nourris pour l'Afrique l'ambition de devenir un poids lourd dans le monde (...)»

A lors que l'Union Africaine (UA), hier Organisation de l'Unité Africaine (OUA) célèbre ses cinquante années d'existence et que certains pays d'Afrique dont le Togo sont en proie à des soubresauts d'ordre social et politique, Focus Infos a tendu son micro à une personnalité incontournable de la sphère politique africaine et togolaise. Lui, c'est Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'OUA, Premier Ministre du Togo, écrivain et panafricaniste convaincu. Il dirige aujourd'hui la Fondation Pax Africana qui œuvre pour la paix et la résolution des conflits sur le continent. Edem Kodjo a, sans langue de bois, répondu aux questions touchant à l'actualité dans son pays, sur le continent et sa dernière publication « Panafricanisme et Renaissance ».

Focus Infos : Vous présidez une Fondation, «Pax Africana», qui œuvre pour le développement de l'Afrique par la recherche de la paix dans les différents Etats. Quelles sont ses plus grandes réussites, à ce jour ?

Edem Kodjo : En mes qualités d'ancien président de l'Organisation de l'Unité Africaine, d'ancien Premier Ministre du Togo et de président de Pax Africana, nous avons entrepris des actions qui ont été assez efficaces notamment dans la crise politique en Guinée.

PAX AFRICANA a eu à jouer un rôle majeur dans la crise politique en Guinée. A un moment où il n'y avait plus du tout de contact entre l'opposition et le président Alpha Condé, mon séjour à la demande de la CEDEAO avait contribué en ce moment là, à rapprocher les parties en présence et l'espoir était revenu. Mais je suis loin d'être satisfait car il y a d'autres conflits dans lesquels nous aurions pu être impliqué ne serait-ce que comme médiateur, ce n'est pas toujours le cas, mais je pense qu'il n'y a pas de quoi désespérer.

Ensuite Pax Africana s'est attelé ici même à Lomé dans l'organisation de colloques qui ont réuni des sommités africaines. Le dernier notamment a porté sur le fédéralisme comme ferment de ce panafricanisme et de cette recherche de l'unité africaine que nous poursuivons et qui a été le sujet essentiel du dernier sommet consacré par les Chefs d'Etats et de gouvernements au cinquantenaire de notre organisation.

F.I : L'Union Africaine a célébré ses 50 ans d'existence en mois de mai 2013. Quel bilan peut-on faire de ces cinq décennies d'existence de l'OUA devenue UA?

E.K : L'Organisation de l'Unité Africaine avait pour mission première de s'assurer que l'ensemble des peuples d'Afrique qui était sous les fers du colonialisme soit libéré. Cela a été le cas puisque de 30 Etats signataires de l'accord portant création de l'organisation de l'OUA en 1963, on est passé à 54 Etats. Ce qui veut dire que les pays sous le joug colonial ont été tous libérés. Aujourd'hui certains parlent de quelques îlots mais l'ensemble du Continent est libéré. Donc

c'est un actif pour l'Organisation de l'Unité Africaine. Deuxième actif, les problèmes liés aux Droits des individus ont été réglés par la Charte Afri-



caine des Droits de l'Homme et des peuples adoptés en 1981 au Sommet de Nairobi et conforté par la charte qui est aujourd'hui en vigueur qui est la Charte sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance qui est un élément normatif très important et qui est à mettre au crédit de l'organisation dite Union Africaine. Il y a l'architecture de la paix et de la sécurité qui n'existait pas en tant que telle du temps de l'OUA et qui a été structurée sous l'UA ce qui permet aujourd'hui de suivre la genèse des différents conflits qui peuvent surgir sur le continent ainsi que leur maîtrise éventuelle. Cette architecture a été complétée par l'adoption de façon ferme lors du dernier sommet du principe de la création d'une force d'intervention rapide qui permettrait à l'Afrique d'être plus efficace compte tenu des expériences que nous venons de vivre, notamment celle du Mali où il a fallu l'intervention d'une force d'un pays étranger pour régler définitivement une question qui était la nôtre mais qu'on considérait en tournant autour du pot et en perdant énormément de temps. Il y a donc eu tous ces éléments positifs. Même sur le plan économique, il y a eu des éléments positifs qui ont, à travers le plan d'actions de Lagos, abouti, à la création des communautés économiques régionales sur le continent africain couvrant les 5 régions définies par l'UA permettant ainsi d'aller de l'avant. Le cas le plus typique, pour

nous autres de cette partie du continent, c'est la création en 1975 de la CEDEAO qui aujourd'hui a 38 ans et qui constitue un cadre qu'il faudrait perfectionner, qu'il faudrait structurer davantage pour lui permettre de jouer un rôle plus profond dans le vécu quotidien des populations.

F.I : Au vu des nombreuses prises de position liées à la question de la souveraineté, pensez-vous que les Etats africains puissent arriver un jour à renoncer à une partie de cette souveraineté au profit de l'Unité Afri-

caine?

E.K : Ils y vont peu à peu, ce n'est pas très palpable mais il y a des domaines de coopération dans lesquels les Etats ont peu ou prou au sein des communautés économiques régionales ou au sein même de la grande communauté de l'UA, accepté qu'on rabote un peu leur souveraineté nationale. A mon avis, cette souveraineté est illusoire, s'y accrocher définitivement est une erreur qui ne tient pas compte de l'évolution de l'histoire, qui ne tient pas compte des leçons que l'histoire nous a apprises. Nous sommes des Etats jeunes, en Afrique, les Etats qui ont plus de 100 ans se comptent sur le bout des doigts d'une main. Cette infinie jeunesse nous donne la grande opportunité de faire davantage de fédéralisme que ne saurait le faire les Etats anciens meurtris par des guerres successives, blanchis sous le harnais, des pays comme les pays européens dont l'histoire est celle des guerres qui ont culminé avec les deux guerres mondiales avec toutes les dérives qui en ont résulté. Donc je crois que c'est un tort chez nous de nous agripper à une souveraineté. Les problèmes qui se posent aujourd'hui dépassent les souverainetés nationales. Tous les problèmes liés à l'environnement, au développement économique dépassent ces petites souverainetés que nous agissons constamment. L'histoire va dans le sens de la constitution de plus grandes zones, de plus grandes fédérations et je crois que c'est ceux

qui vont dans ce sens qui ont raison et ceux qui s'agrippent à la situation actuelle qui ont tort.

F.I : L'Afrique est un continent pauvre assis sur des richesses à perte de vue. Mais le continent noir entame difficilement son développement. Qu'est-ce qui peut selon vous expliquer ce paradoxe?

E.K : Ce paradoxe réside dans le fait que les Africains ne se sont pas donnés tous les moyens pour exploiter leurs richesses. Les moyens pour explorer et exploiter les richesses ne se limitent pas seulement à la technique, à la technologie, à l'argent et à la ressource qui est abondante chez nous. Aujourd'hui les africains compétents sont très nombreux dans tous les domaines de la science et de la technique mais nous n'utilisons pas tout cela comme il faut et nous ne présentons pas des espaces valides qui permettraient la rentabilisation et de la ressources humaines et des ressources minières que nous avons. Donc on revient toujours au problème de l'espace économique, certes il y a des pays qui se sont développés en étant des petits îlots à l'instar de Singapour et autres mais moi l'ambition que je nourris pour l'Afrique n'est pas l'ambition de devenir Taïwan, ni Singapour, ni Hong-Kong. Je nourris pour l'Afrique l'ambition de devenir un poids lourd dans le monde et pour cela, il faut être économiquement puissant. Pour être économiquement puissant, il faut pouvoir mettre en marche et en exploitation toutes ses immenses richesses que nous avons et nous ne pouvons le faire que dans des espaces économiques plus importants d'où le problème de l'unification territoriale de notre continent.

F.I : Vous venez de commettre aux Editions «Graines de Pensées», votre septième ouvrage «Panafricanisme et Renaissance». Pourquoi estimez-vous dans ce livre entretien « qu'il n'y a pas d'avenir pour l'Afrique sans le panafricanisme et sans renaissance sans resourcement dans ce panafricanisme?

E.K : C'est ce que j'explique constamment. Il n'y pas d'avenir pour l'Afrique sans panafricanisme. Je ne crois pas que l'Afrique puisse continuer ainsi à essayer de relever au niveau de 54 Etats des défis qui sont parfois mondiaux, parfois supra nationaux. En exemple, le terrorisme qui est l'un des défis auxquels la structure étatique n'est pas prête à faire face toute seule. Il faut faire une réflexion approfondie et se rendre compte que les problèmes qui se posent aujourd'hui à la plupart des Etats sont des problèmes qui s'assimilent à des défis supra

nationaux et à des défis mondiaux. Il faut pour les contrer, se mettre ensemble. Et se mettre ensemble, c'est essayer de fédérer nos Etats, c'est créer des fédérations et peut-être un jour, créer un Etat fédéral africain. Pour aujourd'hui, bien que le panafricanisme soit incontournable, je ne pense pas que nous puissions arriver facilement à avoir un seul Etat fédéral africain sur tout le continent. Par contre, je suis absolument convaincu qu'on peut avoir cinq fédérations permettant aux Etats d'avoir davantage de muscles, d'avoir une possibilité de développement plus affirmée et une possibilité de présence sur le monde plus affirmée.

F.I : A quelle fin adressez-vous tout particulièrement le message essentiel de cet ouvrage à la jeunesse du continent noir ?

E.K : C'est tout à fait normal que je m'adresse à la jeunesse. C'est elle qui va porter tout ça, c'est elle qui va porter ces idéaux. Je pense que nous, nous ne pouvons que ranimer constamment la flamme mais nous devons passer le témoin à la jeunesse africaine, c'est elle qui construira l'Afrique de 2063, c'est elle qui construira l'Afrique de 2100 et j'estime qu'avant cette date l'Afrique doit pouvoir s'affirmer davantage dans le monde.

F.I : Au-delà de la célébration du 50ème anniversaire de l'UA qui vous a inspiré cet ouvrage, qu'est-ce qui bâtit son originalité dans votre bibliographie?

E.K : Son originalité, c'est de mettre à jour des idées déjà contenues dans «Et demain l'Afrique» en particulier qui demeure l'ouvrage phare d'Edem Kodjo et de mettre cela à la portée de tout le monde. «Et demain l'Afrique» est l'ouvrage essentiel dont on me parle partout où je voyage en Afrique francophone notamment. Je rencontre toujours quelqu'un qui me dit «j'ai lu votre livre quand j'étais à la fac ou tel niveau de mes études». Mais c'est un livre savant, un livre truffé de références historiques et de considérations géopolitiques et géostratégiques. C'est un livre qui, à la limite, n'est pas à la portée de n'importe qui. Par contre, le dernier ouvrage à cet avantage que c'est un livre-interview de journalistes qui posent des questions et qui me font répondre dans un langage très clair et très simple pour tout le monde. Ne serait-ce que cela, est déjà important et donne à l'ouvrage sa spécificité qui est la sienne propre.

Enfants handicapés dans la Kozah

Eduquer pour vaincre la discrimination et la stigmatisation

Il résulte d'une enquête faite au Togo récemment que le nombre d'enfants handicapés peut être estimé à 378 000. De façon générale, ces enfants se heurtent à différentes formes d'exclusion et en souffrent à des degrés divers en fonction du type du handicap, de leur milieu et de leur culture. Ainsi marginalisés, ces enfants sont-ils inconnus des autorités et souvent privés des services publics auxquels ils ont droit, notamment la santé et l'éducation.

La situation des enfants handicapés dans notre pays et surtout dans sa partie septentrionale laisse à désirer, malgré les efforts faits.

Dans la région de la Kara par exemple, l'Association des personnes handicapées de la Kozah (APHAK) s'est donnée pour mission d'identifier et de recenser ces enfants afin de les aider à s'intégrer.

Au cours de cette opération d'identification, des actes de stigmatisation les plus inhumains ont été décelés, surtout à l'égard des enfants frappés de déficience mentale.

« Nous avons beaucoup de problèmes pour identifier ces enfants. Dans certaines familles, on vous dit qu'il n'y a pas d'enfants handicapés dans la maison alors que cet enfant est caché quelque part comme un chien. Nous en avons même vu qui sont enfermés dans des cages pour chien. C'est là où ils mangent et dorment. Et nous avons vu plein d'autres choses inimaginables », a confié LAMAZIE Matanassono, Président de l'Association des Personnes Handicapées de la Kozah (APHAK).

« Les parents ont honte de leurs propres enfants parce qu'ils ont une déficience mentale. Ils ont peur d'être mal vus dans la société, d'être déshonorés et ils les cachent », a-t-il ajouté.

Selon LAMAZIE, ce comportement est lié à des perceptions fondées sur des considérations socio-culturelles. L'enfant handicapé mental est, par exemple, considéré comme un malheur pour la famille, un mauvais sort et il doit donc être éloigné des « gens normaux ».

« Le phénomène des enfants sorciers est également très récurrent au nord du Togo. Et la plupart du temps, ce sont des enfants nés avec des malfor-

mations ou des déficiences qui sont victimes de cette situation. Il arrive que, par des rites traditionnels, on demande que ces enfants soient éliminés, ou qu'ils soient mis à l'écart parce qu'on estime que ce sont des sorciers », a expliqué Gaston Améfianou, membre du Conseil d'Administration du Forum des Organisations de Défense des Droits des Enfants au Togo (FODDET). A ces perceptions s'ajoute l'ignorance. Certains pensent que la déficience mentale est une maladie contagieuse.

Aujourd'hui, des associations s'intéressent à ce problème et essaient de changer les mentalités de la population à travers des séances de sensibilisation. « Mais, l'information manque toujours. Il n'y a pas de dispositions pour soulager la difficulté des personnes handicapées, pas d'hôpitaux spécialisés, pas de médecins spécialisés. Il n'y a pas suffisamment de financements aux associations, pas d'appui pour continuer les actions », a indiqué LAMAZIE Matanassono. Et si on voyait l'enfant au-delà de son handicap, « ce fils, cette fille, ce frère ou cette sœur qui a un plat, une chanson ou un jeu préféré ; cet enfant qui a un droit comme tout autre enfant », Et si on ne regardait que son humanité !

Eduquer ensemble les enfants handicapés et non handicapés.

Au regard de ces difficultés, l'éducation scolaire des enfants en situation de handicap, au même titre que les enfants non handicapés, est un véritable souci pour les parents d'abord et pour l'Etat Togolais qui a ratifié depuis 2011 la Convention relative aux droits des



personnes handicapées ensuite. Pour tenter de trouver une solution à ce problème, un projet pilote dénommé Programme Education Inclusive est réalisé dans les régions des Savanes et de la Kara. Il est mis en œuvre par le Ministère de l'Education, Handicap International et la Fédération des personnes vivant avec un handicap (FETAPH) en collaboration avec l'Unicef, l'OMS le HCDH et financé par le Partenariat des Nations Unies pour la Promotion des Droits des Personnes Handicapées (UNPRPD), et l'Agence Française de Développement (AFD).

Il s'agit, en effet, de mettre ensemble des enfants bien portants et handicapés pour suivre dans une même école, avec le même enseignant un même programme scolaire.

A Kara, c'est l'Ecole primaire publique d'Adabowéré qui sert de « cobaye » à cette nouvelle expé-

rience qui se vit non sans difficultés pour les instituteurs surtout.

« Eduquer les enfants bien portants est déjà très difficile. Imaginez quand on ajoute à ce lot, des enfants présentant des déficiences visuelle ou mentale. Tout le problème est là. Mais avec la formation et la sensibilisation des enseignants et des enfants eux-mêmes, on essaie de s'en sortir », nous a confié Abala Kossia, Directrice Groupe A à l'EPP Adabowéré.

« Nous avons remarqué au fur et à mesure, que l'intégration se fait et les enseignants commencent à être habitués à la nouvelle donne. Au début, il y avait des enfants qui ne pouvaient même pas parler. Aujourd'hui, à force d'échanger avec leurs camarades, ils sont épanouis et arrivent à s'exprimer », a-t-elle ajouté.

Dans la préfecture de Tône Ouest, où le projet a débuté en 2009, les enfants handicapés ont connu un taux de réussite de 53% pour passer en classe supérieure et de 69%

pour ceux qui, en plus, ont bénéficiés d'un suivi spécifique par un enseignant itinérant. Grâce à ce projet, en 2012-2013, 815 enfants en situation de handicap ont pu être scolarisés.

Le rapport 2013 sur la situation des enfants dans le monde dit qu'environ 93 millions d'enfants (soit 1 sur 20 enfants) vivent avec un type de handicap modéré ou grave. Au Togo, le nombre est estimé à 378 000 enfants.

A comparer le nombre d'enfants handicapés recensés en rapport avec ceux qui sont scolarisés, on est encore très loin des objectifs fixés : ceux de voir tous ces enfants handicapés à l'école et de les mettre dans les conditions de réussite.

« Puisqu'il ne s'agit pas seulement que ces enfants soient assis sur les bancs de l'école mais aussi qu'ils réussissent et passent en classes supérieures. Il y a des enfants aveugles, des enfants malentendants, des enfants avec un déficit moteur, il y en a avec un déficit d'apprentissage ou un handicap mental. Cela demande énormément de spécialités, énormément de personnes formées », a indiqué Dr Viviane Van Steirteghem, Représentante de l'UNICEF au Togo.

« Le langage des signes, l'écriture braille sont des spécialités en soi et on ne peut pas demander à un individu de les maîtriser toutes. Qui dit plusieurs personnes handicapées à prendre en charge dit plus d'investissements non seulement pour les soins de santé mais également pour l'éducation. Il faudrait donc plus de moyens, plus de personnes formées pour soigner et éduquer plus d'enfants. Et puis, la plupart des approches sont encore des approches urbaines et pluri urbaines ; il faut maintenant également s'attaquer à la zone rurale où les défis sont plus importants », a-t-elle poursuivi. Des défis qui ne seront certes pas faciles à relever mais qui ne sont pas non plus impossibles.

Vous avez besoin d'un chauffeur ?

Choisissez

APPELEZ

22 27 07 77 / 22 35 77 66

Courriel: contact@focusyakou.com

11^e foire internationale de Lomé : Plus d'opportunités pour les opérateurs économiques

La 11^e édition de la foire internationale de Lomé a lieu du 29 novembre au 16 décembre 2013. La cérémonie de lancement a eu lieu hier mardi 11 juin 2013 au Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF) Togo 2000 en présence de nombreuses personnalités dont le Directeur Général de Togotélécom.

« La foire de toutes les opportunités », c'est le thème retenu pour ce grand rendez-vous économique désormais annuel.

Soulignant le caractère précoce du lancement, qui intervient à plusieurs mois de l'ouverture de la foire, M. JOHNSON Kueku Banka, Directeur du CETEF a expliqué qu'il émane d'une part « du constat premier que, malgré les informations diffusées à la clôture, la plupart des exposants attendent cette cérémonie avant de commencer les préparatifs de leur participation à la foire » ; d'autre part, a indiqué le Directeur du CETEF « plusieurs excellents projets portés par des exposants ne trouvent pas leur concrétisation pendant la foire du fait tout simplement de l'insuffisance du temps nécessaire pour leur préparation et leur réalisation ».

Pendant cette période de préparation, le CETEF entend aller à la conquête d'autres opérateurs économiques qui n'ont jamais participé à la foire, notamment à travers des voyages de promotion et l'utilisation des réseaux sociaux.

Des dispositions sont en train d'être prises pour la réussite de la 11^e foire internationale de Lomé, a annoncé par ailleurs M. JOHNSON. Il s'agit entre autres de l'ouverture d'autres entrées pour rendre fluides les entrées et les sorties du site de la foire ; des mesures pour faciliter l'acquisition des badges. Les séances +B to B+ (business to business) - véritables moments d'échanges fructueux entre opérateurs économiques - seront renouvelées et appuyées par des séances « acheteurs-vendeurs » organisées et gérées par la cellule Ecobiz de la commission économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des journées nationales des pays et journées portes ouvertes seront organisées, de même que des soirées culturelles (prestations des artistes de la chanson, des humoristes, des groupes folkloriques, la nuit de la Foire, des défilés de mode etc.), des expositions, des conférences et des démonstrations de dégustation..., a précisé le Directeur du CETEF.

Le Ministre du Commerce et de la



Dévoilement du visuel de la Foire

Promotion du Secteur Privé, Bernadette LEGZIM-BALOUKI, a pour sa part, salué le succès de l'édition précédente de la foire qui a vu la participation de plusieurs visiteurs professionnels, surtout des pays voisins en groupes organisés; ceci a eu un impact positif sur tous les secteurs d'activités, s'est félicitée le Ministre. La foire internationale de Lomé édition 2013, devait-elle poursuivre, « vient à point nommé pour booster les activités économiques en général et commerciales en particulier, quelque peu ébranlées du fait des incendies des marchés de Lomé et de Kara ».

Pour cette 11^e Foire, il s'agit de

créer aux opérateurs économiques nationaux et internationaux, un lieu d'échanges et de rencontres, afin de leur permettre de découvrir de nouvelles opportunités d'affaires, de nouveaux débouchés et de relancer les affaires, a souligné Mme LEGZIM-BALOUKI, qui a annoncé que des invitations sont lancées à tous les pays amis du Togo pour qu'ils motivent leurs opérateurs économiques à ce rendez-vous ; des démarches sont en bonne voie pour que des opérateurs économiques suédois du groupe Business Network Oresund Kosmopolit (BNO-KOSMOPOLIT) soient les invités d'honneur, a-t-elle laissé

entendre.

Pour finir, le Ministre du Commerce a exhorté les opérateurs économiques togolais à faire la promotion des produits locaux au cours de la foire.

Partenaire privilégié de ce grand rendez-vous économique, Togotélécom apportera son soutien pour la réussite de l'événement à travers ses outils de communication permettant de sensibiliser les opérateurs économiques. C'est ce qu'a expliqué M Sam BIKASSAM, Directeur Général de Togotélécom.

Au total 796 exposants venus de 16 pays ont pris part à la 10^e Foire de Lomé. Parmi eux figurent 558 Togolais. Ces exposants avaient occupé une superficie de 14.291 m² contre 12.358 m² en 2011 pour la Foire de Lomé, couplée avec celle de la CE-DEAO. En 2011, le site de la Foire avait enregistré 725 exposants (dont 527 nationaux et 198 étrangers) venus de 18 pays y compris les pays de la CE-DEAO. Plus de 253.000 visiteurs ont été enregistrés pour cette 10^e Foire de Lomé, avec un pic de 59.000 visiteurs l'avant dernier jour.

Université du succès : ✎ F. N

Motiver et provoquer les capacités entrepreneuriales chez les jeunes

« OSER POUR REUSSIR Oser entreprendre, Oser faire la différence », c'est autour de ce thème que se va se dérouler les 16 et 17 août 2013, au Palais des congrès de Lomé, la deuxième édition de l'« Université du succès », une rencontre internationale de motivation et d'éclosion des capacités entrepreneuriales.

Initiative de l'ONG « Solidarité et Développement », spécialisée dans le domaine du développement, l'« Université du succès », vise à motiver la jeunesse togolaise et à provoquer chez elle un changement de mentalité.

Il s'agit, en somme d'un cadre d'échange, une méga conférence au cours de laquelle les motivateurs venus du Togo et d'autres pays du monde, vont à travers leurs exposés, ateliers et témoignages, provoquer et « changer la mentalité des participants sur l'esprit de développement », selon M. David AGBEKOH, Directeur Exécutif de « Solidarité et Développement ».

Pour M. AGBEKOH, à travers sa jeunesse, le Togo a toutes les chances de se développer, si l'accent est mis sur la motivation, l'excitation et le boule-

versement de la mentalité.

Plus de 3.000 participants sont attendus à l'« Université du succès ».

Créée depuis 2009, « Solidarité et Développement » est une organisation à but non lucratif qui œuvre à l'amélioration des conditions de vie



David AGBEKOH

des populations à la base à travers un développement intégral, durable et participatif. L'ONG opère dans différents domaines à savoir : l'éducation, la formation, l'environnement, le tourisme, la promotion du tourisme égalité et dans l'humanitaire.

La lutte contre le chômage des jeunes est l'une des priorités de « Solidarité et Développement » qui forme actuellement 500 jeunes dans différents groupes sur l'élaboration et la gestion de projets et programmes de développement.

PROVONAT:

Un exemple de volontariat en Afrique selon les Nations Unies

Les belles initiatives en matière de développement ne viennent pas que d'ailleurs. Elles peuvent être aussi togolaises. En effet, depuis 2010, le Togo a mis en place le PROVONAT (Programme de Volontariat National) en faveur de la jeunesse sans emploi. Porté par le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, ce programme permet aujourd'hui à plusieurs jeunes diplômés ou en fin de formation, de bénéficier d'un emploi rémunéré. Mieux, grâce à cette initiative, des jeunes ont pu décrocher des postes dans des institutions internationales.

Les bons résultats engrangés par le PROVONAT, ne sont pas ressentis uniquement qu'au Togo ; ils dépassent nos frontières et beaucoup de pays en Afrique notamment, pourraient bientôt reprendre cette initiative togolaise. En effet, en marge des travaux de la TICAD 5, le Chef de l'Etat a reçu le Coordonnateur du Programme de Volontariat des Nations Unies, M. Richard DICTUS, qui a félicité le Togo pour l'initiative du PROVONAT, tout en relavant son caractère exportable à d'autres pays. M. DICTUS a renouvelé par ailleurs sa disponibilité à soutenir et à accompagner le Togo dans la mise en œuvre de ce programme.

« J'étais là pour féliciter le Togo et également le Président pour l'initiative en faveur du volonta-



Richard DICTUS

riat des jeunes, parce que c'est vraiment une innovation. Le gouvernement togolais a déjà encadré deux mille (2000) volontaires en deux ans seulement. Maintenant nous sommes en train de mettre en place un projet similaire pour

toute l'Afrique. Et naturellement, dans cette situation, c'est le Togo qui est l'exemple de volontariat des jeunes gens en Afrique, encadrés par les Africains eux-mêmes », a déclaré M. DICTUS dans un entretien accordé à notre confrère «Togo Réveil». « Les autorités togolaises ont pris l'initiative de créer ce programme ambitieux qui est un concept novateur en faveur de l'emploi des jeunes. Nous au Programme Volontaire des Nations Unies et avec le PNUD, nous avons soutenu avec notre expertise technique pour créer cette structure qui a connu une parfaite réussite. Nous voulons maintenant organiser des réunions avec les autres pays africains au Togo, pour préparer ce vaste projet que nous voulons en faveur de l'Afrique », a laissé entendre Richard DICTUS avant de lancer « Nous sommes très, très satisfaits du PROVONAT ».

A la recherche du temps perdu: Comment Internet peut vous aider à gagner du temps

Depuis 15 ans, le rêve de Togo Telecom est resté le même: aider ses clients à vivre en leur temps. Aujourd'hui les temps ont changé et celle qui est considérée désormais comme « la référence », dans le domaine des télécommunications au Togo, offre le meilleur outil pour maîtriser le rythme du temps. Parce que le monde est devenu tellement vaste et immense, parce que les événements vont à un rythme infernal, on n'a pas le temps de "prendre son temps" pour s'informer et réagir dans un délai raisonnable. Car il ne s'agit plus seulement de réagir, mais de réagir à temps.

Le TEMPS, voilà un paramètre incontournable pour réussir au 21ème siècle. Aujourd'hui pour réussir, il faut gagner du temps. «Quand vous perdez du temps, vous perdez de l'argent», dit l'adage, et c'est vrai. La question quotidienne que chacun devrait se poser à chaque fin de journée est celle-ci: "combien de fois ai-je perdu de temps aujourd'hui et combien

de fois en ai-je gagné?" Cette interrogation vous fera, à coup sûr, prendre conscience du gaspillage quotidien de votre temps. Vous comprendrez alors, ou plutôt, vous réaliserez alors combien précieux Internet sera à vos yeux.

Commençons à répondre à la question "Qu'est-ce qui vous prend le temps chaque jour?". Les réponses



sont multiples: votre source de revenu, votre famille, votre santé, vos relations sociales, vos divertissements, vos ambitions ainsi que vos projets d'avenir. Combien de temps passez-vous à améliorer chacun de ces cas? Si vous passez moins de temps dans

les satisfaire.

Mais dès que vous utilisez Internet, vous accomplissez un véritable miracle. Vous accédez à tout en même temps et sans bouger. Ce n'est plus

chaque cas, vous aurez assez de temps pour satisfaire chacun d'eux n'est-ce pas? Sans Internet c'est pratiquement impossible de réaliser cet exploit et vous êtes parfois obligé de sacrifier un besoin pour un autre alors que vous avez besoin de tous

vous qui allez vers vos centres d'intérêts. Vos centres d'intérêts gravitent autour de vous. Avec Internet, vous gérez vos priorités plus rapidement et vous avez le temps de vous consacrer à vos divertissements. Votre vitesse de navigation correspond exactement au rythme effréné du temps qui passe. Ainsi, vous ne manquerez plus de temps quand il s'agira d'aller en salle de Gym ou en pique-nique. Chaque jour, voilà en quoi consiste le rêve de Togo Telecom : faire en sorte que votre connexion HELIM vous présente une multitude d'opportunités en un temps record. 1h ? 30 mn ? 5mn ? Quelques secondes ? Tout dépend de quel débit vous choisissez. Pour ce faire, Appelez le 112 !

FPRC-Togo/ 1ère édition de la rencontre citoyenne L'actualité sociopolitique au cœur des échanges

✎ Sylvain da Silva

A l'initiative du Forum des personnes ressources et cadres du Togo (FPRC-Togo), une rencontre citoyenne s'est tenue à Lomé ce samedi 15 juin 2013. Y étaient conviés des personnalités, cadres du secteur privé et public, issues de toutes les couches la vie socio-économique et politique du Togo. L'orateur principal de cette assise, n'était autre que Gilbert Bawara Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales. Ce dernier devait centrer ses propos et animer les débats autour du thème de la rencontre « Actualités socio-politiques au Togo »

«Le Forum des personnes ressources et Cadres du Togo, se veut un cadre de rencontres et d'échanges périodiques entre les membres du gouvernement et autres décideurs d'une part, et les cadres et personnes ressources de la Nation, tous secteurs d'activités et toutes catégories confondues d'autre part, sur des sujets d'actualité touchant la vie de notre Nation», c'est en ces termes que Atchati Tchao, président de la FPRC-Togo a présenté l'association dont il a la direction dans son mot introductif. Cette rencontre citoyenne a-t-il dit, «s'inscrit dans une logique de communication indispensable pour la consolidation des acquis du peuple togolais». Il lui revient en effet que depuis l'avènement du régime en place, peu de lumière est faite sur les progrès enregistrés ces dernières années tant en matière de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, de respect des droits de l'homme, de relance économique et sociale qu'en matière de diplomatie. Ce manque de visibilité est en partie dû selon M. Atchati Tchao, «aux difficultés réelles et quotidiennes auxquelles nos populations sont confrontés et peinent encore à trouver des issues. Un état de chose qui laisse libre cours à des interprétations de toute sorte inhibant parfois les multiples efforts de développement engagés par le gouvernement».

Gilbert Bawara fait le tour de l'actualité nationale

On comprend donc le choix du thème «Actualités sociopolitiques au Togo» et de l'orateur principal, Gilbert Bawara, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales. Celui-ci est sans nul doute, le mieux indiqué au sein du gouvernement pour débattre des sujets d'ordre politique et social actuels. C'est d'abord l'initiative et ses organisateurs qu'a félicité le Ministre Bawara. Pour lui, les cadres de quelques secteurs qu'ils soient, doivent jouer un rôle capital d'intermédiaires entre ceux qui dirigent et les populations. Il a également estimé que tous les citoyens togolais doivent s'approprier la structure étatique et apporter sa pierre à son édification. Revenant sur l'exercice qui lui a été donné de s'exprimer sur l'actualité sociopolitique le ministre de l'Administration territoriale l'a restructuré autour de trois points. Les mouvements sociaux notamment les revendications des fonctionnaires et des étudiants ; Les manifestations d'ordre politique ; Le processus électoral et les réformes politiques et institutionnelles.

S'agissant des revendications étudiantes et des fonctionnaires, Gilbert Bawara a dit reconnaître leur légitimité et a assuré de la volonté à y répondre favorablement. Mais



Gilbert BAWARA, 2è à partir de la droite.

indique-t-il, cela ne peut se faire au détriment d'autres couches socio-professionnelles qui ont également besoin du soutien gouvernemental et des chantiers engagés par l'Etat notamment dans le domaine des infrastructures. « Leurs revendications sont légitimes mais la question qui se pose est de savoir si l'Etat dispose aujourd'hui de moyens pour satisfaire à toutes les revendications sans oublier les autres couches de la Nation, les producteurs et les agriculteurs auxquels il faut continuer à apporter un soutien à travers la subvention des engrais, des intrants, un meilleur encadrement technique, les pistes rurales, les points d'eau, puits et forages qu'il faut continuer à construire, les routes qu'il faut continuer à développer comme infrastructures de soutien à notre économie. Les frères et sœurs togolais qui sont dans le chômage et pour lesquels il faut créer de l'emploi. C'est dire que quand il ya des problèmes sérieux et légitimes, il faut savoir éviter la violence et privilégier le dialogue, la concertation et l'esprit d'apaisement » a laissé entendre le membre du gouvernement. Gilbert Bawara a, en effet déploré les actes de violences et de destructions de biens publics qui surgissent parfois lors des ces manifestations. Ces dernières sont contre productifs et néfastes a-t-il indiqué.

Les manifestations d'ordre politique ont été ensuite le sujet sur lequel

est intervenu l'orateur principal de la rencontre citoyenne du FPRC-Togo. Le ministre de l'Administration territoriale qui par son poste est souvent aux avant-postes lors ces événements notamment par la prise de décision d'interdiction des manifestations, n'a pas fait dans la langue de bois. Pour lui et pour le gouvernement qu'il représente, il est inconcevable qu'on puisse organiser des manifestations pour jouir de ses libertés sans se soucier des droits et libertés des autres citoyens. « Le souci du gouvernement est de concilier toutes les libertés. De faire en sorte que ceux qui ont envie de manifester manifestent mais que ceux qui n'ont pas envie de manifester soit également libres, que nous ne détruisions pas à travers les manifestations les infrastructures économiques, que nous n'entravions, ni la circulation, ni le commerce. Parce qu'on ne peut pas à la fois vouloir que notre pays aille de l'avant, connaisse le progrès et la prospérité et en même temps détruire les conditions qui pourraient permettre d'avoir ce progrès et cette prospérité » a déclaré à cet effet Gilbert Bawara.

On ne peut pas parler d'actualité sociopolitique togolaise, sans parler des prochaines élections législatives. C'est donc logiquement que Gilbert Bawara s'y est appesanti en relevant dans le contexte de contestation du cadre électoral qui prévaut, les efforts fournis par le gouvernement pour assainir le processus et permettre une participation équitable à tous les protagonistes. Il a parlé des nombreux cadres de dialogue, d'échanges ou

de concertations avec l'opposition et même des initiatives personnels du Chef de l'Etat pour décrier l'atmosphère politique, qui ont tous échoué parfois pour «des brouilles et des malentendus qui n'en devraient pas être». Aussi s'est-il questionné «Quel autre méthode pouvons nous avoir?». Le ministre de l'administration territoriale est ensuite revenu sur les réformes quoique coûteuses prises dans le seul souci d'apaisement et d'organiser des élections équitables et transparentes. La prise en charge des représentants des partis politiques dans les bureaux de vote, le financement des partis politiques, leur financement de la campagne électorale, l'adoption du statut de l'opposition, la modification du code électoral, la refonte du fichier électoral, sont entres autres, les arguments qu'a mis en avant le ministre Gilbert Bawara. De ce fait pour lui «Tout a été fait pour aller dans les prochaines semaines à des élections dans un climat pacifique, de tranquillité, dans la sérénité et qu'au lendemain de ces élections nous puissions continuer le chemin de la construction économique et sociale de notre pays».

S'en sont suivis des débats essentiellement autour des sujets développés par le ministre. Outre celui-ci, le ministre Ninsao Gnonfam des Travaux publics, M. Georges Dogbèvi de la Synergie des Entrepreneurs privés du Togo, M. Patrice Tèvi-Benissan, Secrétaire Général de la Présidence ont eu à intervenir pour enrichir les échanges. Ce dernier a souhaité que tous les togolais s'approprient le développement de leur pays, qu'ils prennent les situations, les analysent afin de contribuer à sa construction.

CFAO Motors, concessionnaire automobile: Rendre accessibles les voitures «maisons» à tous les Togolais !

Le concessionnaire automobile CFAO MOTORS innove encore une fois. Après la mise sur le marché national de voitures neuves nouvelles générations, CFAO MOTORS veut les rendre accessibles à tous y compris au Togolais moyen. Une vaste campagne d'offre de crédit automobile dénommée « les journées crédit automobile » est lancée à cet effet depuis le 30 mai jusqu'à la fin du mois de Juin. Une action qui sera couplée d'une journée porte ouverte de trois jours.

Cette opération vise à aider les clients à acquérir des véhicules neufs de leur choix auprès de CFAO Motors à crédit, ceci à des taux compétitifs et des modalités de paiement flexibles. Une action rendue possible grâce aux garanties des banques locales notamment la BTCI, ORABANK, ECOBANK et DIAMOND BANK qui s'engagent à octroyer des crédits à des taux inédits durant la période de la promotion chez CFAO MOTORS. Les crédits automobile de CFAO MOTORS sont ouverts à tout citoyen Togolais du moment où ce dernier exerce une activité génératrice de revenus.

« Nous sommes très satisfaits de cette campagne que nous venons de lancer. Le défi pour nous est de présenter les meilleurs prix et du côté des banques partenaires, il s'agit d'appliquer des taux les plus compétitifs au niveau des banques locales. Les perspectives, c'est de faire un peu plus connaître notre concession automobile. Aujourd'hui, il faut savoir que vous pouvez acheter le tout nouveau RAV4 à partir de 18 millions FCFA TTC (ndlr, TTC: toutes taxes comprises) dédouané avec deux ans de

garanties, un an d'entretien offert par la maison (ndlr CFAO Motors) et une possibilité de crédit avec des taux attractifs. Vous avez également des berling qui sont accessibles à partir de 11 millions FCFA TTC, une innovation sur le marché. Je pense qu'il va falloir qu'on fasse venir plus la clientèle vers CFAO Motors, leur faire connaître notre forfait d'après vente, découvrir notre garage et leur dire que nous sommes vraiment de vrais professionnels », a expliqué M. Marc Boisgarnier, Directeur Général à CFAO Motors.

Un défi à relever pour les banques partenaires

L'intérêt pour les institutions financières partenaires de la CFAO de participer à cette opération est de contribuer à l'économie sociale. Par des offres complètes et compétitives, ces quatre (04) banques comptent accompagner dans toutes les étapes importantes de la vie, leur client. Durant cette période, les crédits auto sont octroyés aux taux variant entre 7 et 15%. Mieux, cette offre « crédit automobile » décharge le demandeur-client de lourdes garanties. Et pour cause, le véhicule constitue



Marc BOISGARNIER, DG de CFAO-MOTORS

en lui seul une caution suffisante.

Pour M. Yves Nana, Directeur administratif et financier à la BTCI « notre premier objectif, c'est d'accompagner un partenaire important dans la réalisation de cette manifestation dont il est important de relever le but. Le but de cette manifestation, c'est d'amener les voitures neuves aux domiciles des particuliers. Nous avons une grande culture du véhicule d'occasion au Togo et nous nous rendons compte que le véhicule d'occasion, n'est pas forcément moins cher à l'usage qu'un véhicule neuf, donc notre ambition, c'est d'amener nos clients vers le véhicule neuf. Par les taux et un assouplissement des conditions, nous avons notre crédit automobile.

Et petit à petit les particuliers, nos clients auront le réflexe du véhicule neuf ». Pour les démarches de partenariat, M. Marc Boisgarnier, Directeur Général à CFAO Motors, convainc, « on s'aperçoit depuis plusieurs années qu'il y a une forte demande de la clientèle ; que le togolais veut un véhicule neuf mais qu'il y a un vrai problème de pouvoir d'achat d'accès au crédit surtout. Donc on a fait le tour de plusieurs banques, on s'est rencontré plusieurs fois et on leur a dit qu'on était prêt à diminuer nos prix, on a besoin de leur aide pour que la clientèle puisse acquérir un véhicule neuf.

Les portes de la CFAO MOTORS ouvertes au public

Du 14 au 16 juin, des journées portes

ouvertes ont été initié pendant trois jours entre 10h et 17h afin de permettre aux clients d'avoir tous les renseignements nécessaires sur cette offre dans la concession de CFAO. Les conseillers des banques partenaires étaient présents sur place pour aider le public à remplir les formalités de prêt et faire les études de dossiers. Pour avoir droit aux prêts il suffit d'être client de l'une des quatre banques partenaires et de remplir leurs conditions de prêt.

« La valeur ajoutée de ces journées portes ouvertes est la qualité du service puisque nous faisons de notre possible pour rendre accessible tous les crédits approuvés dans un délai de 48 heures maximum » a affirmé Mme Eugénie Adjahoto, Directrice de la banque domestique à Ecobank Togo.

Un résultat satisfaisant!

Pour M. Etienne Adjahoto, Chargé d'Affaires Entreprise à la BTCI « l'expérience a été faite à la dernière foire avec une dizaine de véhicules financée. Aujourd'hui par rapport à cette campagne les clients qui nous ont déjà approchés atteignent la quinzaine et nous comptons avoir à la fin de la campagne une trentaine ». Un bilan assez positif même si la période de crédit automobile n'est pas encore à son terme. Mme Eugénie Adjahoto, Directrice de la banque domestique à Ecobank Togo, confirme « Nous avons commencé vendredi et nous enregistrons énormément de visite ce qui dépasse déjà nos attentes et maintenant il suffit de concrétiser mais la durée du crédit est de 5ans. Nous adoptons le principe du guichet unique en ce sens que le client qui se présente pour faire son choix de véhicule, nous sommes présents pour l'accompagner. Le client n'a plus besoin de faire le déplacement jusqu'à son banquier pour aller négocier le financement ». Même satisfaction au niveau de la société CFAO « On a lancé la campagne crédit automobile depuis quelques semaines et on a fait un focus ce weekend en invitant les quatre banques partenaires dans notre concession et effectivement il y a un engouement. Les clients viennent nous rendre visite. Malgré la pluie il ya quand même des clients qui viennent, donc j'invite tous les togolais à venir nous visiter. C'est une occasion de découvrir les véhicules, de connaître leur prix et de rencontrer toutes les banques partenaires pour savoir à quel prix ils peuvent acquérir les véhicules qui les intéressent », a ajouté M. Marc Boisgarnier.

CFAO vous ouvre les portes du crédit

Simplifiez-vous l'achat de votre véhicule.
Pour en savoir plus, rendez-vous dans votre concession
Offre valable jusqu'au 30 juin

CFAO MOTORS
cfaogroup.com

Boulevard Eyadéma - Tél.: +228 22 23 31 00 / 22 21 20 79 www.cfaomotors-togo.com

Contre la contrefaçon et la contrebande des produits Vlisco

✎ Franck NONNKPO

Vlisco African Company et les Douanes togolaises signent une convention de collaboration

La Direction des Douanes togolaises et Vlisco African Company –Togo (VAC-Togo) sont désormais liées par une convention de collaboration, signée le 05 juin dernier à Lomé. Il s'agit à travers ce partenariat, de lutter contre la contrefaçon et la contrebande des produits, marques et modèles de Vlisco. S'exprimant au cours de la cérémonie de signature, M. Olivier PAYEN, Directeur Général de VAC-Togo, après avoir présenté le contexte de la convention, a émis le vœu qu'il en résulte une contribution positive à l'économie togolaise. « Les Douanes Togolaises étant sensibles à la problématique de la contrefaçon au Togo, ce partenariat s'inscrit dans une dynamique d'éradication de ce phénomène à travers des liens entre les secteurs privé et public...que les discussions et les accords qui résulteront de cette convention, apportent une contribution positive à l'économie togolaise », a-t-il indiqué.

Pour sa part, M. Jean-Louis MENUDIER, Représentant du Président Directeur Général du Groupe Vlisco, s'est félicité de la convention, laquelle, a-t-il expliqué, permettra d'une part, à la Direction des Douanes togolaises et VAC-Togo de coordonner leurs actions et d'élaborer un programme d'échanges d'informations dans le cadre de la lutte contre la fraude, la contrebande et la contrefaçon des produits textiles des marques, dessins et modèles Vlisco ; d'autre part de renforcer les capacités des agents de la douane par une assistance technique pour la reconnaissance des produits issus de la contrefaçon. Pour M. MENUDIER, le phénomène de la contrefaçon s'est fortement développé ces dix der-

le marché. Ceci représente pour VAC-Togo et le gouvernement des pertes énormes ; d'où la nécessité, selon M. MENUDIER, de renforcer cette coopération naissante qui « est bénéfique aussi bien à l'Etat qu'au secteur privé (ndlr : VAC-Togo) »

Intervenant à son tour, M. Kodjo ADEDJE, Directeur Général des Douanes a indiqué que la signature de convention est l'aboutissement de la collaboration historique entre les deux institutions. Il convient aussi selon lui, de la situer dans le cadre des partenariats que l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) demande à ses membres d'entretenir avec le secteur privé, moteur de l'économie des pays. M. ADEDJE a insisté

tions disposent de produits de qualité», a-t-il déclaré, soulignant au passage l'engagement de la Douane togolaise à lutter contre ce phénomène et le piratage, deux grands fléaux des temps modernes pour les économies. « La Douane togolaise est résolument engagée contre ces fléaux des temps modernes qui alimentent les circuits criminels. Plus de 400 balles de faux tissus Uniwax ont été saisies par les Douanes togolaises avec l'assistance de VAC-Togo », a annoncé le DG des Douanes togolaises.

Pour M. Badawasso GNARO, Représentant du Ministre de l'Economie et des Finances, la convention entre les Douanes togolaises et VAC-Togo « répond à cette volonté de l'Etat d'accompagner le Groupe Vlisco dans son développement au Togo par la contribution décisive de la

Douane dans la lutte contre la contrefaçon de ses produits ». La contrefaçon et le piratage, devait poursuivre M. GNARO, sont de véritables fléaux qui représentent un grand danger pour l'économie nationale par la fragilisation des entreprises créatrices de valeur ajoutée et par



Photo de famille

nières années et est devenu un véritable fléau affectant l'économie à l'échelle mondiale, « Le souci exprimé est également de protéger les droits de propriété intellectuelle, industrielle et artistique, conformément à la législation en vigueur », a-t-il indiqué déplorant qu'aujourd'hui la femme soit souvent victime de tromperie avec des produits copiés et contrefaits qui se vendent sur

par ailleurs sur le bien fondé de la convention entre son institution et VAC-Togo. « La convention de collaboration que nous signons ce jour nous permettra d'échanger les informations indispensables pour lutter efficacement contre la fraude et principalement, la contrefaçon des produits du groupe Vlisco ... d'éradiquer du marché les tissus contrefaisants du groupe Vlisco afin que nos popula-

la dégénérescence qualitative des habitudes des consommateurs. Ils limitent de façon draconienne, la compétitivité des industries et des créateurs au profit d'une économie souterraine porteuse de toutes les dérives. « Voilà pourquoi nous devons saluer les initiatives comme celle-ci qui vise à lutter sans relâche et à large échelle contre la contrefaçon des produits du textile du groupe Vlisco



Poignée de mains entre le DG de VAC-Togo (g.) et le DG des Douanes

», a laissé entendre l'intervenant qui a souhaité que la convention soit fructueuse pour les deux parties.

Selon Mme Monique GIESKES,

deux axes majeurs : la dotation en matériel de base pour une traçabilité des produits sur l'interface IPM (Interface Public-Membership) au niveau de divers points de contrôle



Moment fort du défilé de mode.

Directrice de la protection des marques du Groupe Vlisco, la convention est basée sur trois axes : le renforcement des capacités, la dotation matérielle et une collaboration étroite et échange d'informations.

Le renforcement des capacités vise à permettre aux douaniers togolais, d'une part, de distinguer le vrai du faux, grâce à une formation spécifique avec des supports et des outils d'identification simples des produits Vlisco ; d'autre part de maîtriser les techniques de ciblage des containers qui permettront de faciliter les saisies de produits contrefaisants. Les agents de Lomé seront formés en juillet tandis que ceux de l'intérieur renforceront leurs capacités en septembre à Kara.

La dotation matérielle repose sur

et un appui logistique divers pour une efficacité sur le terrain.

Enfin, les deux signataires de la convention sont en étroite collaboration et pourront échanger constamment des informations stratégiques sur les produits et containers venant d'Asie. Ceci permettra de promouvoir une relation gagnant-gagnant et aux douaniers une plus grande pro activité sur le terrain.

La cérémonie de signature a été également marquée par un défilé de mode au cours duquel des mannequins habillés par des stylistes togolais, ont tenu le public en haleine.

SUPER-WAX

UNE INALTÉRABLE BEAUTÉ

Réputé pour l'étoffe en coton fin plus densément tissée qui le compose, le Super-wax est le wax haut de gamme de Vlisco. Ce tissu se pare d'un effet marmorisé naturel inimitable qui le rend reconnaissable entre tous. Mêlant motifs végétaux et ornements abstraits, les Super-wax de la collection Hommage à l'Art jouent avec les couleurs pour mettre le dessin en valeur et créer un style tout à fait unique.



VLISCO

SINCE 1846

INTERVIEW : Tchanilé TACHAKALLA, SELECTIONNEUR ADJOINT DES EPERVIERS

« Nous sommes allés comme une équipe amateur et le résultat est là ; il faut l'assumer »

✎ Martial B.

De retour de la Lybie où ils ont été éliminés par les Chevaliers de la Méditerranée de la marche vers la Coupe du Monde Brésil 2014, le sélectionneur adjoint des éperviers Tchanilé Tchakala se prononce sur son avenir et sur celui des Eperviers. Il parle de ce qui a manqué à Tripoli, affirme qu'il est grand temps qu'on confie la sélection nationale à un entraîneur local et annonce qu'il est prêt pour assumer cette tâche.

FOCUS INFOS : Tchanillé Tchakala, vous êtes entraîneur adjoint de l'équipe nationale de football, comment avez-vous digéré la défaite contre la Lybie, synonyme de disqualification pour la Coupe du Monde Brésil 2014 ?

Tchanillé Tchakala : Comme tout entraîneur ça fait mal mais sportivement nous l'avons accepté. Maintenant, il faut regarder le futur en face et voir ce que nous pouvons faire de mieux.

F.I : Qu'est ce qui selon vous n'a pas marché à Tripoli ?

T.T : Tout a marché à Tripoli sauf la finition. Nos joueurs ne sont pas parvenus à mettre le ballon dans les filets adverses. Voilà ce qui n'a pas marché.

F.I : Pas une seule séance d'entraînement des Eperviers à Lomé avant de rallier Tripoli par vol spécial, pensez vous que cela ai eu une incidence sur le jeu produit ?

T.T : Cela fait partie de la réalité sur le terrain. On était dans de bonnes conditions mais aucune stratégie n'a été mise en place pour contrer la Lybie. Nous sommes allés comme une

équipe amateur et le résultat est là il faut l'assumer. Sur le plan offensif, il a manqué du mordant et on a rien pu faire.

F.I : La semaine mouvementée qu'a eue l'équipe nationale a-t-elle contribué à ce résultat qui ferme définitivement la route de la Coupe du Monde aux éperviers ?

T.T : Je ne suis qu'un exécutant moi je n'ai eue aucune semaine mouvementée. Les voies les plus autorisées sauront répondre à cette question.

F.I : On parle depuis un certain nombre d'années d'un mal qui ronge le football togolais, de quel mal s'agit-il selon vous ?

T.T : Je ne sais pas ce qui ronge le football togolais. Nous étions en Afrique du Sud, ça a marché et nous sommes allés en quart de finale. Tout ce que je sais est que le ballon roule.

F.I : La Coupe du Monde 2014 c'est finie pour le Togo, sur quel terrain les supporters devront désormais attendre leur équipe ?

T.T : Nous allons prendre notre mal en patience et regarder le futur. La



Tchanile TCHAKALA

Coupe du Monde est déjà bouclée pour le Togo, on ne va pas être là à pleurnicher. Il faut maintenant penser au futur. C'est passé, c'est passé. En Septembre prochain, nous recevrons la République Démocratique du Congo à domicile pour le compte de la 6ème et dernière journée des éliminatoires de la Coupe du Monde Brésil 2014. Et trois mois plus tard commencent les éliminatoires de la prochaine CAN. Il faut y penser dès maintenant. Il faudra aussi voir si nous serons présents aux play-offs de la prochaine Coupe

du Monde.

F.I : Vous demeurez entraîneur adjoint des éperviers ou vous avez d'autres projets ?

T.T : Mon projet vous le savez, il fut un temps j'ai déposé ma candidature au poste de sélectionneur des Eperviers, je n'ai pas été sélectionné. Mais on m'a sollicité pour aider Didier Six c'est dans ce rôle que je suis ; mais ce ne sera plus pour longtemps. C'est depuis 1998 que j'exerce au poste de sélectionneur adjoint, j'ai dépassé cette étape. Je

me prépare pour soit me consacrer à mon centre ou soit voir ailleurs. De part le passé j'ai multiplié les stages pour atteindre le haut niveau. Je serai encore en stage en Août prochain, en Hollande, pour trois semaines. Je suis disponible pour l'équipe nationale mais plus dans le rôle de Sélectionneur adjoint. Si non, je préfère consacrer mon temps à mon centre de formation d'Agbodrafo. Je n'ai plus rien à apprendre au poste de sélectionneur adjoint. On peut faire appelle à un jeune pour qu'il apprenne. Tout compte fait, je suis toujours en charge de l'équipe nationale locale junior.

F.I : Un mot à l'endroit des Eperviers et de leurs Supporters ?

T.T : D'abord, Je tiens sincèrement à remercier les supporters, d'une part, pour nous avoir accompagné depuis la dernière Coupe d'Afrique des Nations, en Afrique du Sud et d'autre part pour l'amour qu'ils continuent d'avoir pour l'équipe nationale. Ensuite, à l'équipe nationale, je veux dire merci pour son rôle de rassembleur, de cadre social ou les joueurs se retrouvent et de son rôle patriotique. Je ne peux pas finir sans dire merci aux journalistes pour tout ce qu'ils font pour notre équipe nationale. Enfin, Un grand merci à tout ceux de près ou de loin et de quelle que manière que ce soit nous ont jusqu'ici soutenu.

Coupe du Monde de Beach Volley/ Deux Togolais à Umag en Croatie

Kossi Antoine Agbégninou et Kossi Edoe Florent Apézoumon, ce sont les deux athlètes togolais qui défendront les couleurs de leur pays lors de la 13ème Coupe du Monde de Beach Volley des Moins de 21ans qui se tient du 19 au 24 juin en Croatie. Cette participation est consécutive au meilleur classement de la CAVB sur le continent au cours des douze derniers mois dans la catégorie des M-21ans. La FIVB vient d'enrichir son calendrier en y ajoutant la Coupe du Monde des Moins de 21 ans après les éliminatoires qui se sont déroulées du 06 au 09 juin dernier à Myslowice en Pologne.

Ce jeudi se déroule la 13ème Coupe du Monde des Moins de 21ans à Umag en terre Croatienne. Deux jeunes togolais, Kossi Antoine Agbégninou et Kossi Edoe Apézoumon y prennent part pour le compte du Togo. Chaque compétition débutera par un tirage au sort principal comprenant 32 équipes (réparties en huit poules de quatre, les deux meilleures progressant en phase finale à élimination directe). Les deux joueurs ont quitté Lomé samedi pour un transit au Maroc afin d'obtenir

le visa à l'Ambassade de Croatie lundi matin.

La Croatie ne disposant pas d'ambassade en Afrique de l'ouest, les deux togolais avaient le choix entre l'Afrique du sud et le Maroc. Finalement, la Fédération togolaise de volleyball (FTVB) a opté pour le Maroc. Florent et Antoine sont attendus le 18 juin à Umag en Croatie pour la compétition qui se tient du 19 Juin jusqu'au 24 Juin. L'Afrique est représentée à ces championnats du monde U21 chez les hommes par le Togo,

le Nigeria, l'Egypte, le Burundi, la Tunisie et chez les dames, par le Nigeria, la Sierra Leone, le Ghana, la Namibie, le Gabon, le Zimbabwe.

Chaque Confédération de la FIVB sera représentée par six équipes par sexe (avec un maximum d'une équipe par pays et par sexe) et de deux équipes par sexe pour le pays hôte. Les Confédérations enverront leurs six équipes les mieux classées soit en fonction des résultats des derniers championnats continentaux M-19/M-21/M-23 ou du Circuit continental M-19/M-21/M-23 en 2012 ou 2013, soit selon les critères de sélection de la FIVB. La Fédération Togolaise de Volleyball n'est présente qu'avec une seule équipe composée du tandem Agbégninou Kossi Florent et Apézoumon Kossi. La raison, « l'Etat togolais a décidé d'amputer les subventions de 800.

000 000 millions des FRS allouées aux clubs pour l'exercice 2013 », précise un communiqué du ministère de l'Economie. La FTVB a donc fait avec ses moyens en n'envoyant qu'une seule équipe de volleyeurs togolais à Umag.

Si une Confédération est dans l'impossibilité de présenter six équipes par sexe, la FIVB pourra compléter les places disponibles par le biais d'un tournoi de qualification (en une journée à élimination directe, avec un minimum de huit équipes et un maximum de 16) ou selon les critères de sélection de la FIVB. Le président de la FTVB N'dadia ESSOSSANNGOU souhaite une bonne prestation des deux togolais à Umag : « Nous avons mis toutes nos chances que sur eux deux, ils ont obligation de faire montre d'une bonne participation comme ils en ont fait au cours

de leurs compétitions continentales », a-t-il émis.

« Nous nous préparons à vivre une nouvelle saison passionnante de beach volley par tranches d'âge, notamment avec l'ajout d'une compétition consacrée au moins de 23 ans qui contribuera au développement de la discipline et complètera la croissance de ce sport initiée par la Coupe continentale », a déclaré le président de la Commission FIVB de beach volley, M. Vicente Araujo. Il ajoute que « Chaque année, le niveau de jeu de ces championnats du monde ne cesse de s'élever. Cette dynamique devrait se poursuivre en 2013 avec des sites aussi exceptionnels qu'Umag, Porto et Myslowice ». Une autre compétition des Moins de 19ans s'ouvre à Porto au Portugal du 11 et 14 juillet, soit quelques semaines après la 13ème Coupe du Monde des Moins de 21 ans.

Moov-Togo se rapproche de sa clientèle :  Franck NONNKPO

Des agences inaugurées à Nukafu et à Adidogomé

Fidèle à sa politique de proximité avec sa clientèle, la société de téléphonie mobile Moov-Togo a inauguré le jeudi 23 mai 2013, une agence à Nukafu, 2^e arrondissement de la ville de Lomé.

Ce geste qui vient mettre fin aux tracasseries subies par les abonnés du milieu pour effectuer leurs opérations, a été à juste titre salué par M. HOUNKPOTI Koffigan, représentant du Maire du 2^e arrondissement et par Togbui Nukafu. M.HOUNKPOTI exprimant sa joie de voir implantée cette franchise à Nukafu, a plaidé pour l'ouverture d'autres agences dans le 2^e arrondissement.

Pour Togbui Nukafu, l'ouverture de cette agence témoigne de la volonté de Moov-Togo à faciliter la vie à ses clients. Et le Chef d'appeler la population de Nukafu à s'abonner massivement au réseau Moov.

1,6 millions d'abonnés, 95% du territoire togolais couvert, voilà quelques performances de la société Moov énumérées par son directeur commercial et clientèle, M. Aubert CISSOKO. Pour lui, depuis 2010, année de la reprise de ses activités au Togo, Moov n'a cessé d'engranger des résultats qui



Coupure de ruban inaugurant l'agence de Nukafu

font d'elle aujourd'hui un géant de la téléphonie au Togo.

Selon M. CISSOKO, l'inauguration de la franchise de Nukafu marque le début de l'ouverture d'autres agences à travers le pays.

Le 28 mai 2013, ce fut le tour de la franchise d'Adidogomé d'être inaugurée. La cérémonie s'est déroulée dans une ambiance chaude et festive entretenue par un groupe folklorique et l'artiste de la chanson Papou, en présence d'autorités traditionnelles, civiles et militaires.

Occasion pour M. CISSOKO de rappeler les performances de Moov-Togo et pour Togbui SEMEKONAWO III, chef canton d'Aflao Sagbado, d'exprimer sa joie. « Je souhaite que Moov ouvre des franchises dans tout le canton d'Adidogomé », a indiqué Togbui SEMEKONAWO III.

 Vanessa NIKUE

Un doublé pour Kossi APE'SON !

Pour sa troisième sortie, Kossi APE'SON, « le fils du terroir », a mis la barre haut. L'artiste a lancé ce samedi 08 Juin 2013, au grand Rex, deux albums ! Un fait plutôt rare sur la scène musicale togolaise.

« Atchè », album traditionnel de 11 titres dont « Akpenami », « Meyinan », « Biova » et « Woenyegan » album moderne de 10 titres avec 3 bonus ; sur cet opus, on peut savourer des morceaux comme : « Enyaoli », « Woè », « Senana ».

Les nouveaux bébés du « fils du terroir », sont enregistrés en Live.

A travers ces deux albums, Apévia dit vouloir satisfaire la totalité de son public, partagé entre tradition et modernisme.

La cérémonie de lancement a vu la participation de Adjoa Sika, Toto Patrick, Emmanuel Kevin, Wilfried A2, Azé kokovivina, Gbadamassi, RX Patou, entre autres et bien évidemment le « roi de la musique togolaise », King Mensah le mentor de Kossi APE'SON.



« Le roi » a tenu à renouveler à l'artiste son amour de père. Le lancement a été également marqué par un mini concert.

A noter que pour ses 5^{èmes} années de carrière, Kossi APE'SON organise un concert le 20 juillet.

Fally Ipoupa, au stade de Kégué le 30 juin

 Yves AWOUGNON

Le « Meilleur Artiste Africain » Trace Urban Music Awards 2013 sera enfin au Stade de Kégué le 30 juin prochain.

Longtemps annoncé par le Magazine Détective et l'Agence Afrocom de Bienvenu Milagnawoé depuis l'année dernière, c'est finalement la Fondation SEA du footballeur Shéyi Emmanuel Adebayor qui a réussi à remplir les conditions pour le déplacer sur Lomé.

D'autres artistes sont annoncés pour ce concert qui se situe dans le cadre du lancement officiel de « SEA FOUNDATION ». Il s'agit des Togo-lais King Mensah, Papou, Kossi Ape-son Pasteur Abitor et bien d'autres.

« Ca va être un méga concert ! », s'est exclamé King Mensah avant d'inviter ses nombreux fans à soutenir l'initiative de Shéyi Adebayor. « Si un fils du Togo résidant à l'étranger revient au pays avec une initiative pour aider ses



frères et sœurs, je pense qu'il faut l'encourager. C'est pour cette raison que j'invite tous les togolais à venir à ce concert pour soutenir la fondation d'Adebayor », a-t-il dit.

Fally Ipoupa est actuellement l'artiste africain le plus prisé sur le continent et à l'échelle internationale. Son troisième album « Power Kosa Leka » de 26 titres lancé en Avril dernier, connaît un grand succès auprès de dizaines de milliers de fans. Il s'est vendu à plus de 30 000 exemplaires en un mois et le clip officiel de la chanson « Ndoki » a pu compter plus de 150 000 vues en une semaine, un record pour un artiste congolais.

L'artiste a signé un contrat de trois albums avec Universal, la plus grande maison de disque au monde. La version World de l'album Power sera lancée en juillet prochain.

 Wilfried ADEGNKA

Kaporal Wisdom : Une âme de slameur

« Le slam, c'est le style dans lequel je me sens moi-même »

Kaporal Wisdom ! Petit slameur deviendra grand, peuvent dire ceux qui connaissent ce nom. Mais déjà le jeune a poussé des ailes et vole haut, très haut. Un style, un talent...un avenir ! C'est ce que vous propose de découvrir Focus infos à travers cet entretien avec l'artiste.

Focus infos : Qui se cache derrière le nom Kaporal Wisdom ?

Kaporal Wisdom : Kounkey Ekué Hola Wisdom à l'Etat Civil, fervent chrétien, Oreilles et bouche du peuple.

F.I : Il existe plusieurs genres musicaux à travers lesquels les jeunes s'expriment, pourquoi avoir choisi le slam ?

K.P : J'ai choisi le slam parce que c'est le style dans lequel je me sens moi-même. Il me permet de me libérer de ce fardeau qui est de transmettre le message sur mes vécus quotidiens qui coïncident avec ceux de mon entourage. En plus, c'est un héritage de la famille Kouyaté qui est sans doute la grande famille de

griots ; puisque pour moi le slam vient d'eux.

F.I : Que dis-tu dans tes slam ?

K.P : Je parle de l'adoption d'un bon comportement social, l'espoir, la paix, l'amour en général le changement de mentalité qui est de ce fait



un éveil de conscience.

F.I : Le slam est considéré comme un genre artistique qui s'adresse à un public limité. Comment arrives-tu à t'imposer ?

K.P : Juste en leur faisant écouter leur soif car un aveugle n'a soif que de la vue et un monde en guerre, que de la paix.

F.I : Kaporal Wisdom a-t-il déjà un album à son actif ?

K.P : Je suis en cuisine actuellement, bientôt le menu sera livré ; ce sera à déguster « sans maux de ration »

F.I : On remarque que tes textes les

plus connus sont en éwé ; pourquoi ce choix ? Penses-tu pouvoir conquérir l'international avec ?

K.P : Toute plante a une racine, laissez-la pousser, vous verrez les feuilles.

F.I : Des projets en vue ?

K.P : Un nouveau single en featuring avec AMZON de la famille A.K.A (Amzon and Kaporal Army) titré « TOUR DE GARDE » sorti ce 9 juin en attendant « Réveillez-vous » ; 3 clips dont un avec mes confrères de la Tribut des Elus, le second avec OLIBIG et le clip de mon nouveau single en solo qui est en cours ; la sortie de mon album prévu pour bientôt, voilà en gros mes projets.

F.I : Kaporal Wisdom et les autres slameurs ?

K.P : (rires) ; je suis toujours en bon termes avec tous les « slam heures » (slameurs) pour que jamais « s'la meurt » (cela ne meurt)

F.I : Un message pour ton public !

K.P : La patience est la clé du bonheur ; soyez patient ! Bientôt le calmant ! Et que la paix du Seigneur soit avec vous !

NET INFOR

BANQUE D'ARCHIVAGE DE DONNÉES



www.net-infor.com

Nous gérons vos archives !

Immeuble FIATA Bld circulaire 01 BP: 4773 Lomé Togo
Tél. : +228 220 16 81 Fax : +228 220 16 82 E-mail: contact@net-infor.com



Doublez de vitesse

PLATINIUM

Jusqu'à 2,8 Mb/s

Validité : 30 Jours

34 955 F CFA

ARGENT

Nouveau débit 1,2 Mb/s

Ancien débit 614 Kbs

Validité : 30 Jours

15 390 F CFA

BRONZE

Nouveau débit 614 Kb/s

Ancien débit 307 Kb/s

Validité : 30 Jours

11 800 F CFA

**INTERNET
ILLIMITÉ**
24h/24

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

HELIM
nomade

Désormais, rechargez votre compte HELIM Nomade dans les Espaces Telecom, les M'FRI Shop via les tickets de recharge TPE ou par Transfert de crédit.

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou appelez le 112

Service client : 112

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

moovinternet

**Sur votre téléphone ou par clé USB,
choisissez entre nos 5 forfaits,
pour rester toujours connecté !**



Grâce aux forfaits moovinternet, disponibles aussi bien pour les clés modem USB que pour les téléphones mobiles, choisissez votre formule pour vous connecter où vous voulez et d'où vous voulez !

Tapez simplement ***143*43#** puis sélectionnez le numéro qui correspond à votre forfait, parmi eux :

- 1) Forfait Mini à 1 000 F : 50 Mo valables 3 jours
- 2) Forfait Eco à 4 000 F : 250 Mo valables 7 jours
- 3) Forfait Classique à 10 000 F : 1 Go valable 30 jours
- 4) Forfait Intense à 15 000 F : 3 Go valables 30 jours et téléchargements gratuits de 20h à 08h.

Découvrez aussi les forfaits Free et l'offre Pay As You Go, flexibles et à petit prix.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.



www.moov.tg

Service Client : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

groupe
etisalat